

LEUR RENTREE ET LA NOTRE

Philippe, Lecornu, Attal : cet été, ces prétendants à l'Élysée y sont allés de leur démagogie anti-immigrés. À l'unisson raciste avec Marine Le Pen qui propose un référendum sur l'interdiction du voile dans les espaces publics. Français-immigrés, nous sommes tous des travailleurs, les seuls qui nous sont étrangers sont les milliardaires et les patrons. Gare à leurs manœuvres de division et diversions. Alors que la n-ième vague caniculaire traverse le pays, mettons nos intérêts de travailleurs et de travailleuses au cœur de cette rentrée !

Des plans d'urgence qui s'évaporent

Fin juin, le gouvernement annonçait un plan d'urgence de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles. Un mois plus tard, il a annulé le plus gros et il n'en restait plus que 16 ! À peine de quoi payer les diagnostics énergétiques de 2 500 écoles ! Même pour que les enseignants et les enfants ne cuisent pas dans leurs classes l'été prochain, ils sont incapables de respecter leurs engagements.

Vendredi, la ministre de l'Agriculture annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs très durement touchés par la sécheresse. Qu'en restera-t-il dans quelques semaines, alors que la somme paraît déjà bien faible pour aider les dizaines de milliers d'agriculteurs qui risquent de mettre la clé sous la porte ? Le gouvernement prépare un budget de combat contre tous les travailleurs, envisageant de nouvelles coupes sur les dépenses sociales, les pensions de retraite, les services publics.

Notre plan d'urgence

Cet été il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril. Les méga-feux ont montré que nos dirigeants sont incapables de prévenir ni de guérir quoi que ce soit. Alors, face au désastre climatique et à l'urgence sociale pour tous les travailleurs des campagnes et des villes, il va falloir qu'on prenne nos affaires en main.

Il y a urgence à augmenter les salaires de 400 euros pour tous et toutes, pour faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Il faut contrôler les marges de Total, Carrefour, Leclerc et des autres entreprises de la

grande distribution qui profitent de la crise agricole et des tensions internationales pour augmenter leurs profits. Alors que les plans de licenciements se multiplient, il faut interdire les licenciements. De l'argent, il y en a, à commencer par celui qui coule à flots pour le patronat, qui se gave de plus de 200 milliards de subventions et d'allègements de cotisations sociales et impôts chaque année.

Nous produisons tout, à nous de décider de tout

Pour imposer ces mesures, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. C'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans l'élection présidentielle. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Tous ensemble le 29 septembre

Dès la rentrée, des grèves ont éclaté dans des établissements scolaires, contre des fermetures de classes ou des postes vacants. La colère ne manque pas dans bien des secteurs. Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreranno en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent.

C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Edito NPA-Révolutionnaires du 7 septembre 2026

CET : ne laissons pas la direction décider de notre temps-libre !

La CGT indiquait mercredi dernier que la direction prévoyait de s'attaquer au Compte Épargne Temps. Une façon d'imposer un peu plus son pouvoir sur l'organisation du temps libre des salariés.

Consommation d'eau : les profits avant la planète !

Avec les canicules de l'été, les zones de prélèvement de ST Crolles ont atteint le plus haut niveau de sécheresse prévu par la préfecture. Malgré cette tension sur la ressource en eau, les mesures pour réduire l'utilisation d'eau tardent à être mises en œuvre. Ainsi dans un rapport de l'inspection des installations classées publié le 21 mai dernier, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) constate que le seuil de 6,5 litre d'eau par cm² pour la production de wafer en 200mm est dépassé et atteint 8,33L:cm². Le rapport cite le motif invoqué par ST : « l'exploitant indique que, dans le contexte d'un arrêt de la production C200 prévu fin 2027, il ne prévoit pas d'action sur ce secteur pour rétablir la conformité du rejet ». Avec cette logique, on comprend mieux pourquoi les 57 millions d'euros d'investissements nécessaires au développement des procédés de recyclage de l'eau avec traitement tardent à arriver...

Recyclage de l'eau : un marché à 5 milliard

Le groupe Véolia a présenté en avril dernier le lancement de son offre «Data Center Resource 360» . Objectif réaliser, d'ici 2030, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaire en équipant datacenters et usines de microélectronique. Non seulement les capitalistes repoussent au plus tard leur adaptation aux limites environnementales, mais mêmes lorsqu'ils

s'adaptent ils le font avec comme seule boussole la recherche immédiate de profit.

75 millions pour les actionnaires, moins de 58 millions pour virer les salariés...

« Notre plan de réduction des coûts porte ses fruits. » : c'est ainsi que le directeur financier Lorenzo Grandi a résumé la situation dans son discours de présentation des résultats le 23 juillet dernier. Le groupe a réalisé \$291 millions de bénéfices au second trimestre 2026 et versé \$75 millions de dividendes au cours du trimestre. Ces richesses ne proviennent pas du génie des membres du Conseil d'Administration mais de l'exploitation des 49 000 salariés. En particulier ce trimestre, elle provient des puces utilisées dans les systèmes de gestion d'airbags, de suspension et de stabilité pour l'automobile, fabriqués par les collègues d'Agrate et des puces photoniques à destination des datacenters et des satellites, produites par les collègues de Crolles. Cela n'empêche pas que les sites d'Agrate et de Crolles restent visé par les suppressions d'emploi. La direction dévoile par ailleurs les faibles sommes allouées à ces plans de licenciements déguisés : « \$58 millions ont été dépensés au titre de dépréciations d'actifs, de charges de restructuration et d'autres coûts connexes liés à l'arrêt progressif d'activités »

Augmentation des salaires : Chéry teste la mesure

Le Quotidien des Entreprises indique que le PDG a trouvé l'argent pour augmenter les salaires : sa rémunération totale a atteint \$9,5 millions en 2024. En le mettant au SMIC, il aurait été possible d'augmenter de plus de 150 euros les 49 000 salariés du groupe.

